

Chronique 03-07

Le Guatemala : cette paix qui n'en est pas une

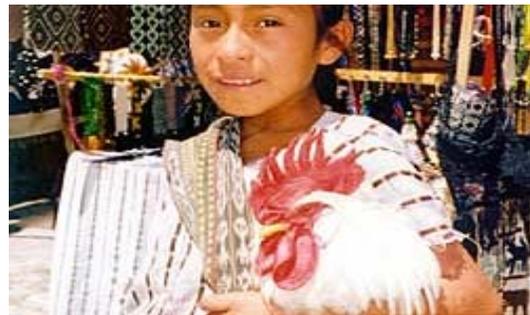
Francois Audet

Juin 2003

C'est en 1996 que furent signés les Accords de Paix entre le gouvernement du Guatemala et de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG). Ils permirent le retour de dizaines de milliers de personnes, principalement des autochtones, sur leur terre, lesquelles font, encore aujourd'hui, l'objet de fouilles intenses afin de découvrir les charniers des massacres perpétrés durant la guerre. Le conflit guatémaltèque, qui a duré 36 ans, a été l'un des plus violents jamais recensés, puisqu'il a fait plus de 200 000 victimes et environ 1,25 millions de déplacés et réfugiés.

Résistants aux orientations conservatrices du gouvernement issu du coup d'État de 1954, des jeunes officiers de la gauche tentèrent sans succès, le 13 novembre 1960, de prendre le pouvoir. Deux mouvements de guérilla se formèrent alors, soit le *MR 13*, ou le « Mouvement révolutionnaire du 13 novembre », et les FAR, ou « Forces armées rebelles », qui affrontèrent le pouvoir pendant 36 ans. Utilisant une stratégie de contre-insurrection, les militaires procédèrent, pendant les décennies 1970 et 1980, à de véritables massacres de la population civile, notamment des communautés autochtones, soupçonnées de complicité ou de sympathie avec les forces de la guérilla réunies au sein de l'URNG. En fait, plus de 669 massacres ont été recensés et plusieurs ont touché des communautés qui n'entretenaient aucun lien avec la guérilla¹. L'armée était alors appuyée par un

groupe de paramilitaire, les Patrulla de Autodefensa Civil² (PAC).



Les communautés mayas, omniprésentes au Guatemala avec près de 60% de la population, ont été les principales victimes du conflit.

Huit ans après la signature des Accords de Paix³, plusieurs s'interrogent sur les causes du blocage démocratique. La pauvreté chronique demeure un des principaux problèmes au Guatemala et cette d'inégalité n'aide en rien au renversement de la situation pour la mise en application des Accords de Paix. En fait, que ce soit pour des raisons économiques, pour la faible participation politique des communautés autochtones ou pour l'impasse politique qui frappe le pays, il faut remonter aux sources de la colonisation pour saisir toute la complexité de la situation actuelle.

² Le groupe est aujourd'hui mieux connu sous le nom de ex-Pac faisant référence aux anciens membres actifs. Ils revendiquent environ 4000\$US chacun, promis par le gouvernement du Guatemala. Cependant, à peine 10% des membres ont reçu une ristourne qui ne correspond qu'à 25% de ce que le gouvernement avait proposé. (<http://listas.ecuanex.net.ec/pipermail/alai-amlatina/2002q3/000641.html>)

³ Il y a un total de 14 articles "simplifiés" dans les Accords de Paix signés le 29 décembre 1996. Le site de l'Université Laval en fait un très bon résumé: http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amsudant/guatemala_accord-1996.htm

¹ Droits et Démocratie soutient que 626 de ces massacres sont attribuables aux forces armées et que les auteurs de ces crimes n'ont pas encore été identifiés. En fait, les Accords de Paix de 1996 prévoyaient une amnistie pour les crimes politiques, mais excluaient spécifiquement les crimes de génocide et de torture.

Une économie précaire bâtie sur la culture maya?

Depuis les débuts de la colonisation, l'établissement d'une agriculture d'exportation au détriment d'une culture vivrière est imposé au Guatemala, alors que l'inégalité de la répartition des terres est frappante. La division quasi féodale du territoire attribue environ 70% des terres à moins de 3% de la population. Depuis 1954, ces terres se concentrent entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de propriétaires. Ceux-ci se servent principalement de ces terres pour y développer une agriculture d'exportation (café, bananes, coton, etc.).

Dès le début du siècle, les multinationales se sont installées peu à peu au Guatemala et ont obtenu d'importantes concessions de terres arables en échange de promesses d'investissements dans le développement ferroviaire. Par exemple, la *United Fruit Company* (UFCo) obtint, en 1906, 69 000 hectares de terre. Le réseau ferroviaire fut construit en échange de l'acheminement vers les ports de la production de bananes.

Toutes ces grandes exploitations agricoles nécessitent une abondante main-d'œuvre. Or, depuis quatre siècles, les Autochtones, qui représentent environ 60% de la population, constituent la main-d'œuvre idéale pour ce genre de production. Très abondante et « bon marché », elle sert de force de production nécessaire à une exploitation hautement rentable pour les multinationales agricoles.

En 50 ans, l'UFCo est devenu plus puissante que l'État lui-même; elle possédait le réseau ferroviaire, le réseau téléphonique, les routes et plusieurs journaux et station de radios⁴. L'UFCo a ainsi mis en place une vaste entreprise possédant des centaines d'hectares de terrains sur lesquels elle tient surtout des exploitations de bananeraies. L'UFCo laissa ses actifs à Del Monte Guatemala en 1972⁵ qui représente

⁴ Richard Allen LaBarge, "Impact of the United Fruit Company on the Economic Development of Guatemala, 1946-1954," dans Wayne M. Clegern, Richard Allen LaBarge, ET Oriol Pi-Sunyer, *Studies in Middle American Economics* (New Orleans : Middle American Research Institute, 1968), 13, 30; NIE 62: "Present political situation in Guatemala and possible developments during 1952," (11 March 1952), *FRUS*, 1952-54, vol. 4: 1035.

⁵ Carter et al., "Agricultural Export Booms and the Rural Poor in Chile, Guatemala, and Paraguay" *Latin American Research Review* 311:33-65.1996: 51

aujourd'hui plus de 5% de la production mondiale de bananes⁶.

Depuis les années 1980, plusieurs mouvements sociaux luttent afin de se réappropriier leurs terres et certaines initiatives ont d'ailleurs été très fructueuses⁷. Des mouvements paysans, essentiellement autochtones, se regroupent (par exemple : de CONATIERRA formé en 1986) et tentent de racheter les terres puis de les redistribuer. Cependant, le racisme et la discrimination envers le peuple maya demeure un obstacle important. Très peu d'entre eux étant présents en politique et dans les postes de décision, les Mayas doivent souvent se cantonner à des organisations marginales ayant peu de marge de manœuvre. Encore aujourd'hui, les autochtones représentent la majorité des travailleurs de la terre et oeuvrent pour de grands propriétaires pour un salaire dérisoire.

Les conditions de la paix

Si les Accords de Paix ont pu être signés, c'est qu'il existait, en 1996, toutes les conditions nécessaires pour que la guerre ne soit plus une option. On retrouvait à ce moment une conjoncture qui a permis l'établissement d'un consensus politique sur l'arrêt des combats, ce qui représentait à l'époque une victoire importante pour les militants de la paix. Quatre conditions spécifiques caractérisaient ce contexte favorable à la signature des Accords:

1) Le manque de fonds pour soutenir la guerre
Contrairement à la situation qui prévaut actuellement en Colombie - où le narcotrafic permet une canalisation de devises américaines qui génèrent les fonds nécessaires à l'achat d'armes, de munitions et à la logistique militaire - la conjoncture au Guatemala en 1996 contribuait à tarir les revenus des belligérants. Ni

⁶ Adelen van de Kastele, 1998. "The Banana Chain" dans *The macro economics of the Banana Trade* (<http://www.bananalink.org.uk/documents/The%20Banana%20Chain%20by%20A%20van%20de%20Kastele.doc>)

⁷ La lutte des Mayas pour leur liberté fut reconnue par la communauté internationale lors de l'attribution du prix Nobel de la paix, en 1992, à une Indienne maya Quiché de 33 ans, Rigoberta Menchú, qui n'a appris l'Espagnole qu'à l'âge de 20 ans. Elle est la porte-parole des Indiens opprimés de son pays, mais dut s'exiler au Mexique en 1981 pour fuir la répression militaire. Elle milita activement dans un groupe de défense des droits humains au Mexique et s'employa à exercer des pressions sur son gouvernement en donnant de nombreuses conférences aux États-Unis et en Europe.

l'armée, ni la guérilla ne disposait des ressources nécessaires à la poursuite des combats. Par conséquent, les stratégies visaient essentiellement la consolidation des acquis et l'attaque ponctuelle de cibles militaires d'importance secondaire.

2) Une guerre sans issue

Il n'y avait, de part et d'autre, aucune possibilité réelle de remporter la guerre. L'armée guatémaltèque était asphyxiée par la bureaucratie et le manque de ressources, tandis que la stratégie de la guérilla visant à prendre le contrôle de la capitale devenait de moins en moins réalisable. Par conséquent, aucune des deux parties ne pouvait prétendre à une « victoire » à long terme, décourageant peu à peu les troupes.

3) La présence et l'influence de la communauté internationale⁸

En plus de la MINUGUA, les agences de coopération internationale étaient omniprésentes et ont contribué de manière significative au processus qui a mené à la signature des Accords de Paix. Par exemple, le Canada a joué un rôle important sur ce plan, canalisant les efforts diplomatiques et favorisant le dialogue entre les factions. Plusieurs projets sont encore en cours près de la frontière du Mexique afin de contribuer à la reconstruction des infrastructures, de favoriser la relance économique et d'encourager la participation politique des groupes autochtones dans la vie politique locale et nationale⁹.

4) La perte de légitimité idéologique

Si le conflit a débuté sur une base idéologique, il n'existait plus, comme par le passé, de tels fondements validant la mobilisation de la guérilla. Après trente-cinq ans de combat « social » et politique, les bases marxistes se sont perdues dans les méandres militaro-économiques. Par conséquent, les Accords de Paix devinrent une alternative pour assurer la réinsertion sociale et politique des membres

actifs (de la guérilla) et la protection des communautés autochtones qui avaient appuyé la guérilla lors du conflit.

Les Accords de Paix

Si les Accords de Paix ont été signés, leur mise en application ne semble pas chose facile et le processus paraît s'embourber en raison de l'incapacité de l'État à prendre son rôle de leader en procédant à l'agenda des accords. Il faut comprendre que ces accords comprennent essentiellement deux composantes principales.

Le premier peut être caractérisé « d'institutionnel ». Il s'agit de la mise en place (ou plutôt sa reprise) d'un système judiciaire qui permettrait l'identification des coupables des crimes perpétrés durant le conflit, la reconnaissance des cas d'impunité et la mise en place d'un « cadre de vérité » sur les actes qui ont été commis par l'armée et les paramilitaires. C'est en principe à l'État, à la Mission des Nations unies au Guatemala (MINUGUA)¹⁰ et aux autres organisations internationales (particulièrement les ONG humanitaires) d'en assurer sa mise en oeuvre.

La seconde composante porte directement sur les « peuples autochtones », car il concerne la communauté indigène du Guatemala¹¹, faisant références aux droits de ces peuples, au développement économique et à la réforme agraire ainsi qu'au renforcement du pouvoir civil. Selon Mario Mancilla, avocat et spécialiste en droit humain au Guatemala, le premier article est le plus important pour la communauté autochtone, car il souligne la « reconnaissance de l'identité et des droits des peuples indigènes pour la reconstruction de la nation et d'une unité nationale multiethnique, multiculturelle et multilingue ». Les réformes proposées dans les Accords de Paix offrent tous les ingrédients nécessaires à la mise en place d'une « saine »

⁸ Le Conseil de sécurité des Nations unies a été très impliqué dans le processus des Accords de Paix. Ainsi, lors de la 3780^{ème} séance du Conseil tenue le 22 mai 1997, le Président du Conseil de sécurité déclarait qu'il applaudissait la signature des Accords de Paix, mais déplorait le manque de volonté du gouvernement du Guatemala à les mettre en application (S/PRST/1997/28).

⁹ Voir le site de l'ACDI: <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/webcountry.nsf/VLUDocFr/Guatemala-a-Projets>

¹⁰ C'est en novembre 1994 que la Mission des Nations unies a initié ses activités au Guatemala. Toujours active aujourd'hui, la Mission a comme mandat d'assurer la mise en application des Accords de Paix. C'est suite à une demande officielle du Guatemala que les Nations unies ont approuvé le cadre de gestion de la MINUGUA

(<http://www.minugua.guate.net/default2.htm>)

¹¹ Canadian Foundation for the Americas FOCALPOINT. Novembre 2002, Volume 1, Numéro 4. Guatemala after the peace agreements: External Pressures and Internal Challenges.

démocratie dans laquelle tous les secteurs de la société vivraient en harmonie participative et durable. La réalité en est tout autre. Si les coups de feu ont cessé, le Guatemala se retrouve aujourd'hui dans une impasse politique, devant répondre aux exigences des bailleurs de fonds internationaux.

Ainsi, le groupe des 12 bailleurs de fonds internationaux impliqués dans les processus de paix (dont fait partie le Canada), qui offre une aide totalisant 1,7 milliards\$US, exige du Guatemala qu'il limite le financement des forces armées à 0,66% de son PNB et qu'il en octroie un minimum de 5% aux investissements sociaux. Après trois ans au pouvoir, l'administration Portillo n'a pas atteint ces objectifs. En fait, l'agenda actuel du président Alfonso Portillo vise la mise en place de l'agenda de l'ajustement structurel du cadre financier demandé par le FMI¹² favorisant la libéralisation des marchés, et la modernisation du secteur public. La principale conséquence de l'influence du FMI dans la mise en place des Accords de Paix est que son cadre financier ne permet pas l'investissement minimal requis de 5% dans le secteur social. En annonçant récemment une augmentation des dépenses militaires au-delà de la limite exigée par le Groupe des 12 (0,69% du PNB), Portillo a forcé le report de la date d'échéance de l'application des Accords de Paix à 2004.

Au niveau politique, on constate une remontée importante de l'ancien leader guatémaltèque au pouvoir lors des massacres perpétrés contre la population autochtone. En effet, par sa fille et son fils, récemment promu aux plus hauts rangs de l'armée, Efraim Rios Montt poursuit son ambition au sein du « Front de la République du Guatemala » (FRG). Selon la Constitution guatémaltèque, Rio Montt n'aurait pas le droit de revenir au pouvoir une seconde fois, celui-ci étant parvenu à la présidence par un coup d'État en 1982. Néanmoins, celui que plusieurs surnomment le Pinochet du Guatemala¹³ semble positionner ses

pour revenir sur le plus haut siège du gouvernement. Malgré l'importante controverse entourant sa mise en candidature, plus rien ne semble pouvoir empêcher sa nomination. Pour le FRG, cette décision paraît acquise. Par contre, pour plusieurs journalistes et intellectuels, il ne s'agit que d'un acte de corruption de plus parmi les nombreuses bavures de ce parti. De toute manière, que Rios Mott atteigne une seconde fois la présidence ou non, sa popularité actuelle laisse perplexe les analystes politiques.

Les risques de la mise en application des Accords de Paix

La première page du *Prensa Libre* présentait, le lundi 5 mai dernier, une allocution de John Hamilton, l'ambassadeur américain au Guatemala, indiquant « qu'il y avait des progrès dans les Accords de Paix ». Ce *scoop* à la une de l'un des plus importants périodiques du Guatemala¹⁴ démontre à quel point les États-Unis jouent un rôle considérable et influencent l'administration en place. L'influence américaine a même motivé l'envoi de 200 militaires guatémaltèques en Irak pour appuyer les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme.

Malgré les bons mots du diplomate, il existe malgré tout des risques imminents à la « paix » au Guatemala. Ces risques dépassent le cadre même du pays, qui dépend en grande partie de ses relations avec ses voisins d'Amérique centrale. Les menaces à la paix sont de trois ordres: économique, politique et sociale.

Sur le plan économique, la « stabilité » politique, la libéralisation du commerce et la promotion de l'investissement ont assuré l'expansion régulière de l'économie guatémaltèque durant les années 1990. Le taux de croissance a toutefois ralenti en 1999 pour s'établir à 3,6 % en raison des contrecoups de l'ouragan Mitch. Au niveau régional, l'Amérique centrale témoigne d'une économie mal en point, cumulant inflation, récession et chômage. Les produits d'exportations du Guatemala, basés essentiellement sur l'agriculture¹⁵, n'ont pas

¹² Bien que peu impliqué dans le processus des Accords de Paix, le Fond monétaire international joue un rôle important dans la structure financière actuelle au Guatemala et influe largement sur ses politiques de privatisation.

(<http://www.imf.org/external/country/GTM/>).

¹³ Ce politicien très controversé a fait l'objet de plusieurs allégations l'impliquant dans les massacres perpétrés contre la communauté autochtone. Il n'y a cependant jamais eu d'enquête officielle l'inculpant.

(http://www.thirdworldtraveler.com/Central_America/Rios_Montt.html)

¹⁴ Voir: <http://www.prensalibre.com/pls/prensa/index.jsp>

¹⁵ L'économie du Guatemala est fondée sur l'agriculture: Avec 12% de terre arable, cette activité génère 25% du PIB, les 2/3 des exportations et assure 60% de ses emplois.

d'avantages comparatifs sur leurs voisins centre-américains. La crise du café qui frappe actuellement la zone vient d'ailleurs de saboter les espoirs de relance économique¹⁶. Les catastrophes naturelles (Ouragan Mitch, tremblements de terre, sécheresse, etc.) exigent des gouvernements, d'investir sans cesse dans des fonds extraordinaires pour la « reconstruction » au détriment des services de base tel que l'éducation. L'impact de l'ouragan Mitch est non négligeable, puisqu'il a détruit près de 50% des cultures et a mis au chômage des dizaines de milliers de personnes. Bref, la marge de manœuvre du Guatemala est quasi inexistante.

Au niveau politique, la nouvelle remontée de Rios Mott et l'incapacité de l'administration Portillo à résoudre la crise actuelle génère un climat d'insatisfaction dans tout le pays. L'un des indicateurs les plus probant vient des manifestations de l'ancien groupe paramilitaire PAC qui se mobilise sans cesse pour revendiquer ses droits. Le gouvernement du Guatemala avait en effet promis une importante ristourne à chaque ancien-membre de ce groupe de droite qui a appuyé l'armée durant le conflit. Les promesses sont aujourd'hui très coûteuses à l'État et il apparaît impossible de pouvoir répondre aux demandes. Le groupe s'acharne donc aujourd'hui à bloquer des routes, à manifester devant les édifices du gouvernement, voire même à incendier la mairie de Chicacao¹⁷.

Au niveau social, la vague d'insatisfactions est d'autant plus importante qu'elle touche plusieurs segments de la société. L'édition spéciale du *Prensa Libre* du 10 mai 2003 présente un sondage national qui indique que la démagogie, le cynisme, la corruption, le manque de transparence et le manque d'efficacité du gouvernement mènent à un désintérêt généralisé

de la politique (75.7%), à un manque de vision et de crédibilité (70%), à la croyance que la politique est « quelque chose de mal pour le pays » (48.7%) et finalement, que la grande majorité semble douter même de l'honnêteté des élections.

Cette paix, qui n'en est pas tout à fait une, met en relief ce que plusieurs soulignent comme étant une difficulté à la transition démocratique en Amérique latine. Une transition qui semble se conforter dans un climat d'instabilité politique et économique. Mais n'est-ce pas plutôt le caractère distinctif de la démocratie latino-américaine?

(Source: World Bank Group, country data profil 2002. <http://www.worldbank.org/data/dataquery.html>)

¹⁶ La crise du café en Amérique centrale est causée par une sécheresse qui touche la région depuis quelques années, la faible capacité du Guatemala à pouvoir exporter son café et la sur-production internationale, en particulier le Vietnam, inondant les marchés de produit de basse qualité, générant une baisse significative de son prix. Aujourd'hui, le Guatemala croule sous une dette de 4,5 milliards de dollars alors sa croissance économique semble stagner depuis 3 ans. (http://www.cyberpresse.ca/reseau/actualites/0209/act_10209_0137632.html)

¹⁷ Plus de détails sont disponibles dans l'édition du 6 mai 2003 de la *Prensa Libre* (http://www.prensalibre.com/pls/prensa/detnoticia.jsp?p_cnoticia=55431&p_fedicion=06-05-03)